

Envoyé en préfecture le 27/06/2023

Reçu en préfecture le 27/06/2023

Affiché le **28 JUIN 2023**

ID : 022-212200810-20230627-2023_56-DE

EXTRAIT du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL d'HILLION SÉANCE du lundi 26 juin 2023

Date de convocation : 20 juin 2023
Date d'affichage : 20 juin 2023

Nombre de Conseillers en exercice : 27
Nombre de Conseillers présents : 24
Nombre de Conseillers votants : 27

L'an deux mille vingt-trois, le lundi vingt-six juin à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la salle du Conseil Municipal en séance publique sous la présidence de madame le Maire.

Étaient présents : A. Guennou – M. Cosson – M. Colas – A. Jégouic – K. Gouessant – W. Macé – V. Rosnarho – H. Bourdonnais – M. Chaplain – G. Kuntz – D. Boulaire – B. Delanoë – M. Devrand – A.G. Bertrand – I. Crézé – E. Allanic – F. Le Meur – A. Mercier – I. Lévêque – S. Hamon – V. Gaudu – E. Guy-Claereboudt – P. Carrière & A. Le Texier formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents excusés : V. Rebours donnant procuration à A. Guennou, S. Rault donnant procuration à M. Devrand, F. Deniaux donnant procuration à M. Chaplain.

Était absent : Néant

Madame Virginie Rosnarho est nommée secrétaire et madame Éva Guy-Claereboudt, secrétaire adjointe.

OBJET :

RÉSILIATION DE LA CONVENTION OPÉRATIONNELLE AVEC L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE BRETAGNE – CHEMIN DE LA MOTTE VERTE

Rapporteur : Annie GUENNOU, Maire

Madame le Maire rappelle que par délibération du 6 juillet 2020, le Conseil Municipal a approuvé une convention opérationnelle avec l'Établissement Public Foncier de Bretagne concernant un projet d'aménagement d'une propriété située Chemin de La Motte Verte.

Le projet de la collectivité consistait à réaliser une opération d'habitat dense (petits collectifs ou logements intermédiaires).

Ce projet nécessitait l'acquisition d'emprises foncières sises, 4 allée de Fréhel. Le coût de ces acquisitions, la nécessité de leur mise en réserve le temps que le projet aboutisse, et le travail de négociation, de suivi administratif, voire de contentieux impliquait une masse de travail trop importante pour que la commune d'Hillion puisse y faire face seule. Par ailleurs, elle nécessitait une connaissance approfondie des procédures. C'est pourquoi, il avait été proposé de faire appel à l'Établissement Public Foncier de Bretagne (EPF Bretagne).

Il s'agit d'un établissement public d'État à caractère industriel et commercial intervenant à l'échelle régionale. Il a pour objet de réaliser, pour son compte, celui de l'État, des collectivités locales ou de toute personne publique, des acquisitions foncières destinées à constituer des réserves foncières en accompagnement des opérations d'aménagement au sens de l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme. Il dispose d'un personnel spécialisé et de fonds dédiés qu'il peut mettre à disposition de la collectivité par le biais d'une convention à intervenir entre les deux parties.

Il procède aux acquisitions nécessaires par tous moyens.

Dans cette optique, l'EPF Bretagne signe des conventions cadres avec les EPCI, définissant les grands enjeux partagés, puis des conventions opérationnelles pour chaque secteur de projet.

En ce sens, Saint-Brieuc Armor Agglomération a signé une convention cadre avec l'EPF Bretagne qui est complétée par une convention opérationnelle avec chaque collectivité sollicitant son intervention.

La convention opérationnelle définit les prestations demandées à l'EPF Bretagne, les modalités d'acquisition de biens et de réalisation des études et/ou travaux, le taux d'actualisation et le prix de revente.

Il avait été proposé au Conseil Municipal de formaliser la demande d'intervention de notre collectivité auprès de l'EPF Bretagne et d'approuver la convention opérationnelle proposée par cet établissement.

Malgré les différents échanges entre l'EPF, la Commune et les propriétaires, il n'y a pas eu d'accord sur le prix eu égard notamment aux difficultés d'aménagement du terrain.

Depuis, l'opérateur chargé du suivi du dossier au sein de l'EPF a quitté ses fonctions et il est demandé de résilier la convention préalablement signée entre la Commune et l'EPF afin de mettre un terme à la gestion de ce dossier et par là même à l'opération associée. En outre, cette propriété a été cédée récemment.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- De **RÉSILIER** la convention d'intervention de l'Établissement Public Foncier de Bretagne pour procéder aux acquisitions des parcelles répertoriées dans la convention opérationnelle d'actions foncières annexée à la présente délibération ;
- D'AUTORISER Madame le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.



Annie GUENNOU,
Maire.

